



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II  
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**CONSEIL EXECUTIF DES TRANSPORTS URBAINS DE DAKAR  
(CETUD)**

**RAPPORT FINAL  
JUN 2013**

**PRESENTE PAR:  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail sspm@sspm.sn

## TABLE DES MATIERES

<b>I. SYNTHÈSE.....</b>	<b>4</b>
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT.....	6
1.2.1. Echantillon .....	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés .....	9
1.2.3. CONSTATS SUR L'EXECUTION FINANCIERE.....	16
1.2.4. CONSTATS SUR LA MATERIALITE DE LA DEPENSE .....	17
1.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT DES MARCHES .....	17
1.3.1. Marchés sur appel d'offres.....	17
1.3.2. Marchés sur Entente Directe.....	18
1.3.3 Marchés sur DRP.....	19
<b>II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>19</b>
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	19
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	20
<b>III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER .....</b>	<b>23</b>
<b>IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES .....</b>	<b>23</b>
4.1. ETAPES DE LA MISSION.....	23
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION .....	24
4.2.1. La Préparation de la mission .....	24
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	25
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	26
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	27
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE.....	28
4.6. SYNTHÈSE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	28
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE.....	30
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	30
<b>V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>30</b>
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE .....	30
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	32
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	32
5.2.2. La Commission des Marchés .....	33
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION .....	33
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP) .....	33
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) .....	33
5.4. MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS .....	34
<b>VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES .....</b>	<b>35</b>
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	35
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....	57
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	58
<b>VII. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>60</b>
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DE GESTION DES MARCHES .....	60
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES.....	60
7.2. 1. Recommandations relatives aux Marchés par appel d'offre.....	60
7.2. 2. Recommandations relatives aux Marchés par entente directe.....	61

7.2.3. Recommandations relatives aux DRP .....	61
7.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage.....	62
<b>VIII. ANNEXES.....</b>	<b>63</b>
<b>ANNEXE 1 :REPARTITION ECHANTILLON .....</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXE 2 :LISTE DES COMMANDES DIRECTES .....</b>	<b>69</b>
<b>ANNEXE 3 :OBSERVATIONS DE L'AUTORITE CONTRACTANTE .....</b>	<b>700</b>

## SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CETUD	Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## I. SYNTHÈSE

### *1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics*

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du Conseil Exécutif des Transports urbains de Dakar (CETUD) se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

La Commission des marchés et la Cellule de passation des Marchés pour la conduite des processus de passation des marchés ont été mise en place durant l'exercice budgétaire 2011, conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics.

- **Rapport annuel de la cellule de passation des marchés non mis à disposition**

Le rapport annuel établi par la Cellule de passation des marchés, conformément à l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, n'a pas été transmis à l'ARMP.

- **Système d'archivage inopérant**

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances qui résident dans leur dispersion et l'absence de centralisation dans la Cellule de passation des marchés. En effet, les documents liés à l'exécution des marchés, tels que les procès-verbaux de réception et les justificatifs des paiements, ne sont pas toujours classés dans les archives de la cellule.

***Observation CETUD :** la mission de la Cellule de passation ne s'étend pas à l'exécution des contrats. Dès que le marché est approuvé, les services techniques concernés prennent le relais (de la notification à la réception définitive). Les services administratifs et financiers, à qui sont imputés tous les documents relatifs au traitement et à la liquidation des dépenses, sont aussi concernés. Ils sont en relation avec les services techniques qui, suite à leur saisine, certifient les décomptes/factures.*

*Nous prenons acte que ces documents doivent être transmis à la CPM pour les besoins d'archivage et y veillerons, notamment dans le cadre de l'actualisation de notre manuel de procédures.*

- **Registre des marchés**

Le Conseil Exécutif des Transports urbains de Dakar ne dispose pas de registre des marchés numéroté et paraphé, en violation de l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

***Observation CETUD :** Le courrier relatif aux marchés fait l'objet d'un suivi, c'est ainsi qu'une feuille de décharge des soumissionnaires est utilisée pour chaque marché, toutefois un registre des marchés n'est pas utilisé, aussi le CETUD prend acte et veillera à mettre en place cet outil.*

## 1.2. Constats d'audit

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés publics.

### 1.2.1. Echantillon

Le CETUD a passé des marchés pour un montant global de **neuf cent quarante-six millions six cent soixante-dix-huit mille neuf cent cinquante-quatre Francs CFA** (946 678 954 F CFA). La liste des marchés présentée par le CETUD se présente comme suit :

- Cinq (05) marchés par appels d'offres pour un coût global de six cent quatre-vingt-trois millions neuf cent soixante-onze mille six cent quatre-vingt-seize francs CFA ( 683 971 696 F CFA) ;
- Onze (11) DRP pour un coût global de cent vingt-quatre millions trois cent quatre-vingt-dix mille trente-cinq (124 390 035 F CFA) ;
- et deux (02) Ententes Directes pour un coût global de cent trente-huit millions trois cent dix-sept mille deux cent vingt-trois francs CFA (138 317 223 F CFA).

En dehors des marchés figurant sur la liste transmise, nous avons identifié au cours de la mission des marchés initiés par le CETUD mais qui n'ont pas connu de début d'exécution.

Il s'agit des procédures suivantes :

- Convention MOD TRANSRAIL : conclue en 2011 en application des dispositions des articles 1.16 et 1.17, annexes A et B de la convention de concession du chemin de fer Dakar - Bamako, approuvée par décret n°2004-101 du 6 février 2004 et publiée au J.O du 5 juin 2004 ;

- Etude sur le rapprochement et organisation des sociétés Dakar Dem Dikk (DDD) et le Petit Train Bleu (PTB) : procédure initiée en 2011. Le CETUD dit attendre l'avis de non objection de la Banque Mondiale et n'a pas donné une suite favorable à notre requête pour disposer des documents aux fins de la revue ;

***Observation CETUD** : Un marché dont la procédure n'est pas terminée en 2011 ne fait pas partie de votre mission. En outre, la confidentialité de la procédure ne permet pas de partager avec vous ces informations. Il ne doit pas figurer dans votre rapport.*

**Appréciation de l'auditeur** : tous les marchés indiqués dans le PPM et ceux prévus à l'article 76.2, initiés en 2011 sont dans le champ de l'audit.

- Entente Directe D2BC : non exécutée selon le CETUD ;
- Sélection du gestionnaire de la gare routière interurbaine des Baux Maraichers : procédure initiée en 2011 et ayant fait l'objet d'attribution mais le marché n'est pas encore exécuté ;
- Préparation d'une expérience pilote d'un système de Bus rapide en site propre à Dakar et de son programme d'investissement : procédure initiée en 2011. Le CETUD dit attendre l'avis de non objection de la Banque Mondiale et n'a pas donné une suite favorable à notre requête pour disposer des documents aux fins de la revue.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification de l'exhaustivité des informations communiquées par le CETUD et relatives à la situation des marchés passés au cours de la gestion 2011, par une confrontation avec les données contenues dans les états financiers de la Société.

A ce propos, nos vérifications ont révélé des commandes directes (Cf. annexe 2 pour le détail des commandes directes) au cours de l'exercice 2011 d'un montant global de **Trois Cent soixante deux millions six cent quarante-six mille trois cent vingt-deux Francs CFA (362 646 322 F CFA)** dont un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°017/05/05 signé avec l'AGETIP pour la construction de la gare des baux maraichers (phase 2) pour un coût de fonctionnement de soixante-dix-sept millions Francs CFA (77 000 000 F CFA (soit 3,5% du montant de l'avenant) :

- L'avenant n'est pas indiqué dans le PPM ;
- Le CETUD n'a pas requis l'avis de la DCMP ;
- Le marché n'a pas fait l'objet d'immatriculation ;
- Le marché n'a pas fait l'objet d'approbation.

Pour ces dépenses, l'autorité contractante a procédé à des commandes directes avec des prestataires pour des montants qui requièrent la procédure de Demande de Renseignements et de Prix en violation :

- des dispositions de l'article 76 du CMP;
- et des dispositions de l'article n° 6 du CMP qui stipule : « ....A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité... ».

**Observation CETUD** : Tous les marchés passés par entente directe ont reçu l'avis de la DCMP et, éventuellement, du bailleur concerné. S'agissant de l'avenant sur la Gare des Baux Maraîchers, le CETUD et l'AGETIP vous donneront toutes les informations liées à cette convention qui, rappelons-le, date de 2005 et concerne la réalisation de la gare des Baux Maraîchers avec un financement de l'Etat étalé sur plusieurs gestions.

**Appréciation de l'auditeur** : observations maintenues.

## PERIMETRE COUVERT

Tous les marchés présentés par le CETUD ont été passés en revue.

**Rappel des seuils applicables au Conseil Exécutif des Transports urbains de Dakar en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	400 000 000* 250 000 000	3500 000 000* 100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	200 000 000	100 000 000* 40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	1500 000 000	400 000 000	400 000 000

\* entretien courant des routes



### 1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

#### CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

##### ➤ SUR LES APPELS D'OFFRES

Le Conseil Exécutif des Transports de Dakar a passé cinq (05) marchés par appels d'offres ouverts qui se présentent comme suit :

NUMERO	Références du marché (Nom/N°/Date)	Objet du marché	Montant en Francs CFA	Références du titulaire (Nom/adresse complète)
1	Non immatriculé	Fourniture au CETUD d'un poste de transformateur préfabriqué	43 745 704	Les Spécialistes de l'Energie Km 6,5 Bld centenaire Dakar
2		Travaux complémentaires pour la construction du centre de visite technique des véhicules (voie d'accès au CCTVA)	57 090 642	Entreprise Diallo Djamil (EDD) croisement Cambérène en face cité Fayçal Dakar
3	Lot 1 : F 0710/12 Lot 3 : F 0711/12	Acquisition de matériels informatiques et de logiciels pour le CETUD	Lot1 : 9 476 580 Lot3 : 14 750 000	- Lot 1 : Oumou informatique - Lot 2 : cabinet 2DBC
4		Aménagement de la gare routière de Colobane Phase 2	472 000 000	SOCETRA
5	T0338/12	Aménagement et habillage du réseau de transport en commun (travaux de fabrication et pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar	86 908 770	Entreprise DONI SARL Zone A Dakar
		<b>Total : AO</b>	<b>683 971 696</b>	

La passation de ces sept (07) marchés appelle de notre part les commentaires suivants :

- ✓ Le relatif à la fourniture d'un poste de transformateur au CETUD n'est pas mentionné dans le Plan de Passation des Marchés 2011, en violation des dispositions de l'article 6 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ✓ Concernant le marché relatif à la fabrication et pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar, le rapport d'évaluation signé par les membres de la CM n'est pas exhaustif. En effet, sur les 11 offres reçues, 4 seulement ont été analysées dans le détail. L'attributaire du marché n'a pas satisfait au critère de qualification relatif aux travaux similaires et n'a pas produit d'attestation de capacité financière. En outre, le Rapport d'évaluation des offres (REO) n'a pas été soumis à l'avis de la DCMP;
- ✓ Des délais anormalement longs ont été notés pour l'approbation du Rapport d'Evaluation des offres (REO), en général plus de 30 jours, à l'exception du marché relatif à la fourniture d'un poste de transformateur au CETUD ;  
***Observation CETUD :** les délais longs sont très souvent imputables à la nécessité de lever toutes les contradictions entre les membres de la commission des marchés. Un rapport annuel aurait permis d'être plus précis et, peut-être, de trouver solution à ce problème imputable très souvent à un membre extérieur de la Commission des marchés.*
- ✓ les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP, pour les marchés relatifs à la fabrication et pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar, aux travaux complémentaires pour la construction du CVTV et aux travaux d'aménagement de la gare routière urbaine de Colobane -phase 2;
- ✓ Les avis d'attribution définitive ne sont pas publiés, en violation des dispositions de l'article 85 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

***Observation CETUD :** l'attribution provisoire a été faite. Le même canal qui a été utilisé pour la publication du DAO a été utilisé pour la publication de l'attribution, à savoir un journal de grande diffusion : « **Le Soleil** ».*

**Appréciation de l'auditeur :** nous invitons le CETUD à se conformer aux dispositions de l'article 83.3 qui stipule : « ... Dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue les garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire. »

- ✓ le marché relatif à la fourniture d'un poste de transformateur au CETUD n'a pas été transmis à la DCMP pour immatriculation ;

- ✓ L'offre conforme moins-disant n'a pas été retenue par la commission des marchés en l'absence de toute justification probante pour le marché relatif à la fabrication et pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar.

**Observation CETUD :** *il serait juste d'être plus précis sur « l'absence de justification probante » pour nous permettre de clarifier ce point de vue. Nous rappelons que l'offre de DONI, évaluée la moins-disant **parmi les offres conformes pour l'essentiel et satisfaisant les critères de qualification**, a été retenue. Notons aussi que le dossier a été soumis à la DCMP qui a validé le procès-verbal d'attribution du marché.*

**Appréciation de l'auditeur :** observation maintenue.

➤ **SUR LES ENTENTES DIRECTES**

NUMERO	Références du marché (Nom/N°/Date)	Objet du marché	Montant en Francs CFA	Références du titulaire (Nom/adresse complète)
1	T0866/11	Travaux d'assainissement et éclairage extérieur du CVTV	54 930 184	SOECO Km 4,8 boulevard du centenaire Dakar
2	C1277/11 - avenant n°2	Assistance technique pour l'établissement et le fonctionnement initial de centre de visites techniques de véhicules dans la région de Dakar	27 873 euros 65 103 550 F CFA TTC	TÜV Kraftfahrt GmbH
		Total : ED	138 317 223	

**ED N° C 1277/11 AVENANT N°2 - ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ETABLISSEMENT ET LE FONCTIONNEMENT INITIAL DE CENTRES DE VISITE TECHNIQUES DE VEHICULES DANS LA REGION DE DAKAR** (Financement Fonds Nordique de Développement /Etat du Sénégal)  
Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de crédit liant l'Etat du Sénégal au Fonds Nordique de Développement (FND), le CETUD a signé le 27 mars 2006 un contrat avec TÜV Kraftfahrt pour les services d'assistance technique à l'établissement et le fonctionnement de centres de visite techniques de véhicules dans la région de Dakar.

La durée du contrat (contrat initial + avenant n°1) prévoit l'assistance technique pendant 57 mois.

- Le contrat initial a expiré au mois de janvier 2011;
- L'avenant n°2, signé le 6 juillet 2011, couvre la période de janvier à décembre 2011. Toutefois, il n'a été approuvé que le 2 novembre par le Directeur de Cabinet du Ministre délégué au budget en violation de la législation, dès lors qu'une bonne partie des prestations objet de l'avenant étaient déjà réalisées par anticipation, ce qui constitue un motif de nullité du contrat.

**Observation CETUD :** Cette observation avait déjà été faite par la DCMP, qui après avis du bailleur, a autorisé la poursuite de procédure car en cas de divergence, les procédures bailleurs priment sur celles nationales.

**Appréciation de l'auditeur :** observations maintenues.

**ED N° T0866/11 : travaux d'assainissement et éclairage extérieur du CVTV (Financement Fonds Nordique de Développement/Etat du Sénégal)**

Par correspondance n°0725/CETUD/DG/SPM du 05 août 2011 le CETUD a saisi la DCMP pour demander l'autorisation de conclure un marché complémentaire au marché initial de travaux de « **construction d'un centre de visite technique de véhicules dans la région de Dakar** », immatriculé à la DCMP sous le numéro T0566/09 pour un montant d'un milliard cinquante-deux millions trois cent vingt-quatre mille cinq cent vingt-trois (1 052 324 523) F CFA conclu avec SOECO.

Le projet de marché complémentaire prenait en charge les travaux d'assainissement des eaux pluviales du centre, leur raccordement au réseau de l'ONAS et l'éclairage extérieur.

- Le marché n'est pas indiqué dans le Plan de Passation des Marchés en violation des dispositions de l'article 6 du décret 1048-2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Les motifs évoqués pour conclure un marché par entente directe ne nous semblent pas pertinents au vu des dispositions de l'article 76.b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics. Les travaux d'assainissement des eaux pluviales et d'éclairage extérieur du centre étaient bien prévus dans le contrat de base n°T0566/09 signé avec la Société d'équipement et de Construction (SOECO). En effet, le Lot 7 du devis quantitatif et estimatif page 47 du contrat, intitulé plomberie et sanitaire indique au point 2 « EVACUATION », ligne 3 « Evacuation eaux vannes, eaux usées et eaux pluviales jusqu'aux regards par PVC » et le Lot 8 page 48 du contrat intitulé « ELECTRICITE » indique au point 1 « APPAREILS DE

L'ECLAIRAGE NORMAL », ligne 6 « Projecteur type CANARI IPR 300/500 de MAZDA ou similaire : extérieur centre de visite ».

- **Observation CETUD** : *Il s'agit d'un marché complémentaire qui ne peut être exécuté que par le même titulaire du marché initial qui a été passé selon les procédures d'appel d'offres.*
- *Les prestations objet du marché complémentaires n'étaient pas prévues dans le marché de base et ne pouvaient pas être techniquement et économiquement séparés du marché de base. Les postes « EVACUATION » et « ELECTRICITE » du marché initial concernent l'assainissement et l'électricité liés aux bâtiments à construire.*
- *L'éclairage et l'assainissement de l'extérieur étaient nécessaires suite à la nouvelle configuration du terrain, après que les services techniques du cadastre aient fourni des plans cadastraux qui sont pas en conformité aux réalités du site au démarrage des travaux.*
- *S'agissant du délai, même si la date de clôture de l'accord de crédit étaient fixée au 31 décembre 2011, les prestations devaient être arrêtées au 31 octobre 2011 pour permettre le règlement de toutes les factures en instance et de faire les rapports et audits de fin de projet. Tenant compte des justificatifs fournis (documents à l'appui), la DCMF et le bailleur ont tous autorisé ce marché complémentaire.*

**Appréciation de l'auditeur** : observations maintenues.

➤ **Sur les Demandes de Renseignements et de Prix**

LIBELLE	EXERCICE 2011		
	POPULATION CONCERNEE	ANOMALIES	
		NBRE	%
Sur l'inscription des DRP dans le PPM transmis à la DCMP et à l'ARMP	11	4	36%
Sur l'inscription des DRP dans l'AGPM? (Bonne pratique) <i><b>Observation CETUD</b> : il s'agit d'une bonne pratique mais pas d'une anomalie</i>	11	11	100%
Sur la publicité spécifique des DRP	11	1	9%
Sur la composition de la liste restreinte (au moins 5 candidats invités) <i><b>Observation CETUD</b> : plus de précision permettrait d'apporter des réponses aux cas éventuellement constatés</i>	11	1	9%
Sur la mention des noms et adresses des candidats présélectionnés <i><b>Observation CETUD</b> : Ces informations figurent dans les dossiers de consultation qui accompagnent la lettre d'invitation. Toutefois, nous veillerons à les inscrire dorénavant sur tous les courriers.</i>	11	2	18%
Sur l'archivage des offres	11	2	18%
Sur l'obligation de faire coïncider l'ouverture des plis avec la date limite de dépôt des offres	11	2	18%
Sur l'attribution du marché à l'offre conforme la moins disant <i><b>Observation CETUD</b> : l'attribution a toujours été faite à l'offre conforme la moins disant</i>	11	1	9%
Sur l'ouverture des offres en séance publique <i><b>Observation CETUD</b> : l'ouverture des plis a toujours été faite par la commission des marchés et la présence des soumissionnaires n'étant pas obligatoire, qu'ils soient présents ou pas, la CM procède à l'ouverture des plis.</i>	11	5	45%
sur la mention des délais d'exécution des prestations <i><b>Observation CETUD</b> : Ces informations figurent dans les dossiers de consultation qui accompagnent la lettre d'invitation. Toutefois, nous veillerons à les inscrire dorénavant sur tous les courriers</i>	11	2	18%
Sur l'existence d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat	11	1	9%
Sur l'utilisation de critères d'évaluation non prévus au dossier	11	2	18%
Sur la mention de la date limite de dépôt des offres <i><b>Observation CETUD</b> : Ces dates ont été indiquées dans la lettre d'invitation pour toutes les DRP</i>	11	2	18%
Sur la mention de l'objet des prestations	11	0	0%
Sur l'obligation d'informer les candidats dont les offres n'ont pas été retenues	11	0	0%
Sur l'obligation de conclure un contrat écrit de forme libre <i><b>Observation CETUD</b> : Toutes les DRP sont soit sanctionnées par un contrat, une lettre de marché ou un bon de commande</i>	11	7	64%

**Appréciation de l'auditeur :** observations maintenues.

❑ - Violation des dispositions de l'article 6 du CMP

36% des DRP passées par le CETUD ne sont pas inscrites au PPM transmis aux organes de contrôle, en violation des dispositions de l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

❑ Violation des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

18% des opérations d'ouverture de plis pour les DRP n'ont pas été effectuées en séance publique

❑ Non-respect des dispositions de la circulaire n° 0004 PM/CAD/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix et de l'article 78 du CMP :

- Le nombre de candidats invités pour soumissionner était inférieur à 5 dans 9% des cas ;
- Pour 18% des DRP passées en 2011 par le CETUD, les noms et adresses des candidats n'ont pas été mentionnés sur la lettre d'invitation ;
- Les délais d'exécution des prestations n'ont pas été précisés dans les lettres d'invitation envoyées aux candidats dans 9% des DRP passées en 2011 ;
- Dans 18% des cas, les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instructions aux soumissionnaires et d'un projet de contrat, pour les marchés passés par DRP ayant atteint les seuils ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues pour 64% des DRP passées en 2011, en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics pour la totalité des DRP passées par le CETUD, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- L'offre conforme la moins disant n'a pas été retenue par la Commission des Marchés dans 9% des DRP passées en 2011 en violation des dispositions de l'article 78 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- ***Observation CETUD :** plus de précision permettrait d'apporter des réponses aux cas éventuellement constatés. Toutes les décisions de la Commission des marchés ont été dûment motivées.*

**Appréciation de l'auditeur :** la DRP visée est celle relative à l'étude de satisfaction des usagers du service public de transport urbain attribuée à INEFSAGEF. En effet, la



Commission des Marchés n'a pas utilisé la grille d'évaluation retenue dans les TDR (60 points étaient prévus pour le personnel clé, la commission a retenu 30 dans son évaluation) ce qui l'a conduit à attribué une note technique inférieure à la moyenne au candidat BDO et à l'éliminer prématurément du processus.

### 1.2.3. CONSTATS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Nos travaux sur l'exécution financière des marchés passés par le CETUD pour la gestion budgétaire 2011 appellent les constats suivants :

- ❑ Non application des pénalités de retard sur la quasi-totalité des marchés exécutés et qui ont connu des retards importants ;
- ❑ **Observation CETUD** : Les retards constatés ne sont pas toujours dus aux entreprises bénéficiaires de ces marchés mais au CETUD. Les ressources du CETUD proviennent pour l'essentiel du budget consolidé (BCI). Les paiements étant effectués à partir du compte de dépôt logé au Trésor connaissent des retards récurrents. D'autre part, les dossiers techniques de consultation des entreprises insuffisamment détaillées sont parfois à l'origine desdits retards dans l'exécution.

**Appréciation de l'auditeur** : observation maintenue.

- ❑ Les consultants qui ont bénéficié de marchés ont reçu le montant TTC (sans déduction des BRS et de la TVA) en violation des dispositions du Code Général des Impôts ;

**Observation CETUD** : Les honoraires des consultants non soumis au réel ont fait l'objet de retenues BRS (5%) et ceux qui facturent la TVA font l'objet de précompte.

**Appréciation de l'auditeur** : observation maintenue.

- ❑ Non-respect de la domiciliation bancaire pour les paiements effectués au titre du marché référencé T0338/12 ;

**Observation CETUD** : Les paiements aux entreprises se font par chèque Trésor à partir du compte de dépôt qui reçoit l'essentiel des ressources du CETUD. Il n'est pas possible de faire un virement à partir de ce compte, cependant le chèque établi pour l'entreprise est barré et à l'ordre de la banque domiciliaire.

**Appréciation de l'auditeur** : observation maintenue.



- ❑ Les assurances prévues n'ont pas été mises à notre disposition pour les marchés relatifs à la fabrication et pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar, aux travaux complémentaires pour la construction du CVTV et à la fourniture d'un poste transformateur au CETUD;

**Observation CETUD** : Effectivement ces assurances ne nous ont pas été fournies par les prestataires, toutefois elles devraient être disponibles et une demande leur a été faite.

**Appréciation de l'auditeur** : observation maintenue.

#### 1.2.4. CONSTATS SUR LA MATERIALITE DE LA DEPENSE

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques sur un échantillon représentant 36% en montant des marchés sous revue. Les constats suivants ont été relevés :

- ❑ Pour le marché relatif aux travaux complémentaires pour la construction du centre de visite technique des véhicules, les délais contractuels sont épuisés et les travaux n'ont toujours pas été réceptionnés et aucune disposition n'a été prise pour pallier les risques de litiges et de contentieux liés à cet état de fait;

Les détails des observations sur l'exécution physique sont consignés dans le tableau sur l'exécution physique au point 6.3 du présent rapport.

### 1.3. Recommandations relatives à l'audit des marchés

#### 1.3.1. Marchés sur appel d'offres

Nous recommandons, pour les appels d'offres de :

- Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans l'AGPM conformément à l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 sous peine de nullité;

**Observation CETUD** : A revoir : ce sont les projets de marché figurant dans le PPM qui doivent donner lieu à une procédure d'AO comportant un appel public à la concurrence qui sont concernés.

**Appréciation de l'auditeur** : Nous avons bien titré recommandations sur les appels d'offres.

- Veiller au respect des principes d'équité, de transparence et d'économie préconisés par le Code des Obligations de l'Administration (COA) en son article 24 et le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, dans la conduite des marchés publics ;

**Observation CETUD** : *C'est le principe qui est de vigueur et qui a été suivi.*

- Veiller au respect des délais impartis pour l'évaluation des offres par la Commission des Marchés conformément aux dispositions de l'article 70 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011;
- Veiller à l'application rigoureuse des critères de qualification contenus dans le DAO pour l'évaluation des offres ;

**Observation CETUD** : *Sauf par inadvertance, ce principe a toujours été respecté.*

- Procéder à la publication des avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller à la production par le titulaire du marché d'une garantie de bonne exécution conformément à l'article 114 du décret portant Code des Marchés Publics ;
- Veiller au respect de la domiciliation bancaire pour les paiements liés aux marchés ;
- Veiller à l'application rigoureuse des clauses relatives aux pénalités de retard conformément aux dispositions de l'article 133 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- Veiller à l'archivage complet des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

**Observation CETUD** : *L'archivage a été fait suivant le manuel de l'ARMP. Seulement la cellule n'a pas toujours de feedback pour l'exécution faite par les services techniques et financiers. Et nous nous engageons à corriger ces dysfonctionnements notamment dans l'actualisation du manuel des procédures du CETUD.*

### **1.3.2. Marchés sur Entente Directe**

Nous recommandons au CETUD de veiller à appliquer rigoureusement les dispositions de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics pour la procédure d'entente directe.

***Observation CETUD :** Tous les marchés passés par entente directe ont reçu l'avis de la DCMF et, éventuellement, du bailleur concerné.*

### **1.3.3 Marchés sur DRP**

Nous recommandons l'application rigoureuse des dispositions du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;
- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d'instruction aux soumissionnaires
- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
- La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics
- La signature des procès-verbaux par l'ensemble des membres de la Commission des marchés ;
- L'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés, des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

## **II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### ***2.1. Contexte de la mission***

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

### *2.1. Objectifs de la mission*

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;

- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...  
se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ; vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie,

d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;

### III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- ✓ au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- ✓ au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- ✓ au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- ✓ 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

### IV. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

#### *4.1. Etapes de la mission*

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;



4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

#### ***4.2. Activités préalables au démarrage de la mission***

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

##### **4.2.1. La Préparation de la mission**

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- ✓ Une lettre d'information (*n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012*) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- ✓ Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;



- ✓ Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

#### **4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège**

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des

activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

#### *4.3. Revue des procédures de passation des marchés*

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- ✓ procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- ✓ publicité préalable ;
- ✓ adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- ✓ rapports d'évaluation des offres ;
- ✓ traitement des plaintes ;
- ✓ respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- ✓ conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

#### ***4.4. Audit de l'exécution physique des marchés***

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- ✓ conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- ✓ revue de la conduite générale des projets ;
- ✓ vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

#### ***4.5. Contrôle de la qualité de la revue***

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

#### ***4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales***

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

#### *4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe*

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

#### *4.8. Restitution des rapports*

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ✓ rapport provisoire ;
- ✓ rapport final.

### **V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

#### *5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;

- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;



- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

## ***5.2. Les organes chargés de la passation des marchés***

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

### **5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007.

Elles portent en particulier sur :



- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### **5.2.2. La Commission des Marchés**

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

## ***5.3. Les organes de contrôle et de régulation***

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

### **5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)**

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

### **5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;

- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

#### ***5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics***

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés Publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés Publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- ✓ Le champ d'application
- ✓ Les dérogations
- ✓ Les exclusions
- ✓ Les opérations préalables
- ✓ Les modes de passation et/ou les contrôles
- ✓ Les procédures avec consultation restreinte
- ✓ Les DRP
- ✓ La procédure d'entente directe
- ✓ La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

## **VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

### ***6.1. Audit de la passation des marchés***

Les points suivants présentent les principales anomalies observées durant la revue :

#### **➤ Sur les Marchés par appels d'offres**

Le Conseil Exécutif des Transports Urbains (CETUD) a passé 5 marchés par appels d'offres ouverts et 2 marchés par entente directe, qui se présentent comme suit :

**FABRICATION ET POSE POTEAUX D'ARRET POUR MINIBUS DANS LA  
REGION DE DAKAR)**

Description	Marchés
Date de souscription	03/02/2012
Date de notification	21/03/2012
Date approbation marché	17/02/2012
Délai d'exécution	90 jours
Date de réception	13/12/2012
Attributaire marché	DONI SARL
Référence marché	T0338/12
Montant marché	86 908 770 F TTC
Mode de passation	AOO
<p>Il s'agit d'un marché relatif aux travaux d'aménagement et d'habillage du réseau de transport en commun de Dakar (travaux de fabrication et la pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar).</p> <p>11 entreprises ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DONI SARL : 86 932 370 FTTC</li> <li>• SCOMATH sa : 61 950 000 FTCC</li> <li>• COGESTIM sa : 98 160 424 FTTC</li> <li>• AFRICAINE DE CONSTRUCTION ET D'ENVIRONNEMENT(ACE) : 71 834 624 FTTC</li> <li>• MADJIBATIMENT SERVICE (MBS) 74 970 120 FTTC</li> <li>• SOCIETE d'INGENIERIE ET REALISATION (SIR) : 107 442 540 FTTC ;</li> <li>• SUPER ASTRE SARL : 174 353 260 FTTC</li> <li>• AGRIBAT : 142 222 450 FTTC</li> <li>• GROUPE 7 vision/ETK : 172 899 500 FTTC</li> <li>• EN-AF-CO : 250 100 410 FTTC</li> <li>• POLE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL : 111 793 625 FTTC</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<p>Nos travaux nous ont permis de relever les non conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un délai de 36 jours a été noté entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport d'évaluation en violation des dispositions de l'article 70 du CMP;</li> <li>- le Rapport d'évaluation des offres (REO) n'a pas été soumis à l'avis de la DCMP</li> <li>- le rapport d'évaluation signé par les membres de la CM n'est pas exhaustif. En effet, sur les 11 offres reçues, 4 seulement ont été analysées dans le détail. L'attributaire du marché n'a pas satisfait au critère de qualification relatif aux travaux similaires et n'a pas produit d'attestation de capacité financière ;</li> <li>- le soumissionnaire SIR, 6ème moins disant et techniquement qualifié aurait pu être attributaire du marché si la CM avait pris la peine d'analyser son offre;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés, en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP ;</li> <li>- l'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication en violation de l'article 85 du CMP ;</li> <li>- la garantie de bonne exécution n'a pas été produite par l'attributaire du marché en violation de l'article 114 du CMP;</li> <li>- Un retard de plus de 4 mois dans l'exécution des travaux a été noté et aucune pénalité pour retard n'a été appliquée en violation des dispositions des articles 21.1 et 21.4 du CCAP et de l'article 134 du CMP ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas adéquat. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, moyens de paiement etc.).</li> </ul>
<b>Observations du CETUD</b>	<p><b>REO</b> non soumis à la DCMP: <i>Le seuil de soumission du rapport n'a pas été atteint et au moment de l'immatriculation tout le dossier a été soumis à la DCMP qui la immatriculé.</i></p> <p><i>Cette observation ne reflète pas la réalité. Le rapport a été bien exhaustif. Toutes les offres ont été analysées et passées en revue à travers les tableaux d'évaluation. Le tableau présentant les quatre soumissionnaires dont vous faites allusion concerne le tableau de vérification de la qualification des soumissionnaires dont les offres ont été déclarées conformes pour l'essentiel au DAO. La vérification se fait par ordre de la moins disant à l'offre la plus élevée. Après vérification les deux premières offres n'avaient pas rempli les critères de qualification requis et c'est DONI qui est l'entreprise la moins disant et qui remplit les critères de qualification. On n'a pas besoin d'aller jusqu'à la 6ème la plus chère de loin au détriment d'un soumissionnaire conforme et ayant présenté l'offre la moins disant. L'avis d'attribution a été bien publié dans le journal « Le Soleil ».</i></p>
<b>Appréciation de l'auditeur</b>	Observations maintenues.

**AON CETUD/BCI/T/008/11 : TRAVAUX COMPLEMENTAIRES  
POUR LA CONSTRUCTION DU CVTV**

Description

Marchés

Date de souscription	28/11/2011
Date de notification	11/01/2012
Date approbation marché	08/12/2011
Délai d'exécution	3 mois
Date de réception	En cours
Attributaire marché	Entreprise Diallo Djamil
Référence marché	T0866/11
Montant marché	57 090 642 F TTC
Mode de passation	Appel d'Offres
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à des travaux complémentaires pour la construction du CVTV.</p> <p>Quatre (04) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CSTP SA : 108 957 923 F TTC après rabais de 5% ;</li> <li>- EGX : 107 453 479 F TTC ;</li> <li>- EDD : 57 090 642 F TTC ;</li> <li>- SOECO : 102 000 109 F TTC.</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<p>Nos travaux ont révélé les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un délai de 33 jours a été noté entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport d'évaluation, en violation des dispositions de l'article 70 du CMP;</li> <li>- seule l'offre de l'attributaire a été mise à notre disposition ;</li> <li>- l'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication, en violation de l'article 85 du CMP ;</li> <li>- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP ;</li> <li>- le marché n'a pas été transmis à la DCMP pour immatriculation en violation des dispositions de l'article 85 du CMP ;</li> <li>- Un retard de plus de 12 mois a été noté dans l'exécution des travaux et aucune pénalité pour retard n'a été appliquée en violation des dispositions des articles 21.1 et 21.4 du CCAP et de l'article 134 du CMP ;</li> <li>- Aucun document attestant la réception provisoire et définitive des travaux n'a été produit. Les travaux sont toujours en cours ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas adéquat. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, moyens de paiement etc.).</li> </ul>
<b>Observation du</b>	<i>Ces dysfonctionnements sont en grande partie imputables aux</i>

<b>CETUD</b>	<p><i>contradictions entre les membres de la CM et à la disponibilité des membres extérieurs.</i></p> <p><i>Le même canal qui a été utilisé pour la publication du DAO, à savoir un journal de grande diffusion : « le SOLEIL », l'a été pour l'attribution.</i></p> <p><i>les dossiers techniques insuffisamment détaillées, des aléas indépendants de l'entreprise (suspension des travaux pour les besoins de l'inauguration du CCTVA par le Chef de l'Etat) et des contraintes techniques imposées par la SENELEC nécessitant la reprise du tracé de la voie sont, entre autres, à l'origine de retards dans l'exécution.</i></p>
<b>Appréciation de l'auditeur</b>	<p>Observations maintenues. Nous invitons le CETUD à se conformer aux dispositions de l'article 83.3 qui stipule : « ... Dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue les garanties de soumission <u>et</u> publie un avis d'attribution provisoire. »</p>

AO N PAMU/FND/F/01/11: FOURNITURE D'UN POSTE DE TRANSFORMATEUR AU CETUD	
Description	Marchés
Date de souscription	20/11/2011
Date de notification	Non précisée
Date approbation marché	Non précisée
Délai d'exécution	Dix (10) semaines
Date de réception	Non précisée
Attributaire marché	Les spécialistes de l'énergie
Référence marché	-
Montant marché	43 745 704 F TTC
Mode de passation	AO
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture d'un poste de transformateur au CETUD. Trois (03) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les spécialistes de l'énergie : 43 745 704 F TTC ;</li> <li>socerelambertsomec V (SLS) : 51 857 165 F TTC ;</li> <li>COSELEC « A » : 49 852 640 F TTC</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<p>Nos travaux nous ont permis de relever les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le marché n'est pas indiqué dans l'AGPM 2011 du CETUD transmis aux organes de contrôle en violation des dispositions de l'article 6 du CMP</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le contrat n'a pas fait l'objet d'immatriculation en violation de l'article 85 du décret portant Code des Marchés Publics;</li> <li>- l'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication en violation de l'article 85 du décret portant code des marchés publics;</li> <li>- la garantie de bonne exécution n'a pas été fournie par l'attributaire du marché en violation de l'article 114 du CMP ;</li> <li>- aucun document attestant la réception des fournitures n'a été produit ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas adéquat. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, moyens de paiement etc.).</li> </ul>
<b>Observations du CETUD</b>	<p>Ce marché ne pouvait pas faire parti de l'AGPM car décidé après ANO du bailleur en cours d'année 2011.</p> <p>Le marché a reçu l'ANO de la DCMP et du bailleur.</p> <p>L'attribution provisoire a été faite. Le même canal qui a été utilisé pour la publication du DAO à savoir un journal de grande diffusion : « le SOLEIL », l'a été pour l'attribution.</p> <p>Elle a été bel et bien produite</p> <p>Le poste a été réception et visible sur le site du CCTVA.</p>
<b>Appréciation de l'auditeur</b>	Observations maintenues.

AO N F-CETUD/055/11 : FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES ET DE LOGICIELS POUR LE CETUD	
Description	Marchés
Date de souscription	12/06/2012
Date de notification	27/06/2012



Date approbation marché	12/06/2012
Délai d'exécution	Lot 1 : 4 semaines Lot : non précisé
Date de réception	
Attributaire marché	Lot 1 : Oumou informatique Lot 3 : Cabinet 2DBC
Référence marché	Lot 1 : F 0710/12 Lot 3 : F 0711/12
Montant marché	Lot1 : 9 476 580 FTTC Lot3 : 14 750 000 F TCC
Mode de passation	AO
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture de matériels informatiques et de logiciels pour le CETUD. Sept (07) offres ont été reçues :</p> <p>CABINET 2DBC – Lot3 : 12 500 000 F CFA HTVA</p> <p>PYRAMID SA – Lot1 : 8 255 735 F CFA HTVA – 9 741 767 F CFA TTC</p> <p>AZ CONSULTING – Lot 3: 24 760 000 F CFA HTVA – 29 216 800 F CFA TTC</p> <p>SAREDICA – Lot 2: 28 300 000 F CFA HTVA – 33 394 000 F CFA TTC Lot 3: 20 787 480 F CFA HTVA – 24 529 226 F CFA TTC</p> <p>DISMAT – Lot1: 5 379 900 F CFA HTVA – 6 348 288 F CFA TTC</p> <p>MCI SUARL – Lot 1: 23 778 310 F CFA – 28 058 405 F CFA TTC</p> <p>OUMOU INFORMATIQUE SERVICES – Lot 1: 8 031 000 F FA HTVA – 9 476 580 F CFA TTC</p>	
	<p>Nos travaux nous ont permis de relever les anomalies suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On note une durée relativement longue (plus de 2 mois) entre l'ouverture des plis (25/11/2011) et l'approbation du rapport d'évaluation (06/02/2012) en violation de l'article 70 du CMP ;</li> <li>- l'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication en violation de l'article 85 du CMP ;</li> <li>- l'absence de documents attestant la réception pour le lot 1 a été notée ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas adéquat. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, moyens de paiement etc.)</li> </ul>

AO N° CETUD/BCI/T/10 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA GARE ROUTIERE URBAINE DE COLOBANE -PHASE 2	
Description	Marchés
Date de souscription	29/08/2011

Date de notification	
Date approbation marché	Non approuvé
Délai d'exécution	8 mois
Date de réception	Non exécuté
Attributaire marché	SOCETRA
Référence marché	
Montant marché	472 000 000 F CFA TTC
Mode de passation	AOO
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif aux travaux d'aménagement de la gare routière urbaine de Colobane -phase 2.</p> <p>Deux entreprises ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SOCETRA : 472 000 000 F CFA TTC</li> <li>• SOECO : 536 764 460 F CFA TCC</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<p>Nos travaux nous ont permis de relever les non conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La copie de l'avis d'appel d'offres ne nous a pas été remise ;</li> <li>- Une durée relativement longue pour la passation du marché : l'appel d'offre a été lancé le 06 septembre, les plis ouverts le 25 novembre 2010, et le PV d'attribution provisoire daté du 13 avril 2011. soit plus de 7 mois entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire en violation des dispositions de l'article 70 du CMP;</li> <li>- Le PV de la séance d'ouverture des plis a été signé par Mr Mbaye MBENGUE en qualité de rapporteur de la CM. Mr MBENGUE n'est pas membre de la CPM ;</li> <li>- Le soumissionnaire non retenu n'a pas été informé en violation des dispositions de l'article 85 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;</li> <li>- l'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication en violation de l'article 85 du CMP ;</li> <li>- le marché n'a pas connu de début d'exécution, les emprises de la gare routière n'auraient pas été libérées par ses occupants ;</li> </ul>
<b>Observations du CETUD</b>	<p><i>L'avis d'appel est bien dans le dossier mis à votre disposition. Cette période a coïncidé avec la vacance du poste de SPM du CETUD et c'est bien Mr MBENGUE qui assurait le rôle de coordonnateur de la CPM par note de service transmise à la DCMP ; ce qui a permis à cette dernière de valider toute la procédure de passation des marchés. Rappelons également que le responsable de SSPM a été le consultant SPM du CETUD pendant toute cette période.</i></p> <p><i>L'attribution provisoire a été faite. Le même canal qui a été utilisé pour la publication du DAO à savoir un journal de grande diffusion : « le SOLEIL », l'a été pour l'attribution.</i></p>

Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues. la copie de l'avis d'appel d'offres n'a pas été produite par le CEUD.
----------------------------	--

➤ Sur les Marchés par Entente Directe

Avenant n°2 au marché n° 001/C/FND/06 relatif à l'assistance technique pour l'établissement et le fonctionnement initial de centres de visites techniques de véhicules de la région de Dakar	
Description	Marchés
Date de souscription	18/08/2011
Date de notification	
Date approbation marché	04/11/2011
Délai d'exécution	
Date de réception	
Attributaire marché	TÜV Kraftfahrt GmbH
Référence marché	C1277/11
Montant marché	65 103 550 F CFA TTC
Mode de passation	ED
Il s'agit d'un avenant au contrat de marché relatif à l'assistance technique pour l'établissement et le fonctionnement initial de centres de visites techniques de véhicules de la région de Dakar	
	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de crédit liant l'Etat du Sénégal au Fonds Nordique de Développement (FND), le CETUD a signé le 27 mars 2006 un contrat avec TÜV Kraftfahrt pour les services d'assistance technique à l'établissement et le fonctionnement de centres de visite technique de véhicules dans la région de Dakar.</p> <p>Le contrat (contrat initial + avenant n°1) prévoit une assistance technique pendant 57 mois.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le contrat initial a expiré au mois de janvier 2011. L'avenant n°2 a été signé le 6 juillet 2011 et approuvé le 2 novembre par le Directeur de Cabinet du Ministre délégué au budget ;</li> <li>- L'avenant approuvé en novembre 2011, couvre la période de janvier à décembre 2011 en violation de la législation, puisqu'une partie des prestations prévues dans l'avenant étaient entièrement exécutées au moment de l'approbation de ce dernier ;</li> </ul>
Observations du CETUD	Le marché a été bien approuvé par le MINISTRE DELEGUE, AUPRES DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

	<i>CHARGE DU BUDGET et immatriculé par la DCMF sous le numéro : TO981/11 et une copie vous bien été transmise dans le dossier.</i>
Appréciation de l'auditeur	<i>Observations maintenues.</i>

ED-MARCHE COMPLEMENTAIRE AU MARCHE N° 0866/09 RELATIF AUX TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET L'ECLAIRAGE EXTERIEUR DU CVTV	
Description	Marchés
Date de souscription	19/07/2011
Date de notification	25/08/2011
Date approbation marché	18/08/2011
Délai d'exécution	
Date de réception	
Attributaire marché	SOECO
Référence marché	T0866/11
Montant marché	54 930 184 F CFA TTC
Mode de passation	ED
Il s'agit d'un contrat de marché relatif aux travaux d'assainissement et d'éclairage extérieur du Centre de Visite Technique des Véhicules dans la région de Dakar	
Observations	<p>Par correspondance n°0725/CETUD/DG/SPM du 05 août 2011 le CETUD a saisi la DCMF pour demander l'autorisation de conclure un marché complémentaire au marché initial de travaux de « <b>construction d'un centre de visite technique de véhicules dans la région de Dakar</b> », immatriculé à la DCMF sous le numéro T0566/09 pour un montant d'un milliard cinquante-deux millions trois cent vingt-quatre mille cinq cent vingt-trois (1 052 324 523) F CFA conclu avec SOECO.</p> <p>Le projet de marché complémentaire prenait en charge les travaux d'assainissement des eaux pluviales du centre, leur raccordement au réseau de l'ONAS et l'éclairage extérieur.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le marché n'est pas indiqué dans le Plan de Passation des Marchés en violation des dispositions de l'article 6 du décret 1048-2011 portant Code des Marchés Publics ; cette violation constitue un motif de nullité du marché ;</li> <li>- Les motifs évoqués pour conclure un marché par entente directe ne nous semblent pas pertinents au vue des dispositions de l'article 76.b du décret 2011-1048 du 27Juillet 2011 portant Code des Marchés publics. En effet, les travaux d'assainissement des eaux pluviales et d'éclairage extérieur du centre étaient bien prévus dans le</li> </ul>

	<p>contrat de base n°T0566/09 signé avec la Société d'équipement et de Construction (SOECO). En effet, le Lot 7 du devis quantitatif et estimatif page 47 du contrat, intitulé plomberie et sanitaire indique au point 2 « EVACUATION », ligne 3 « Evacuation eaux vannes, eaux usées et eaux pluviales jusqu'aux regards par PVC » et le Lot 8 page 48 du contrat intitulé « ELECTRICITE » indique au point 1 « APPAREILS DE L'ECLAIRAGE NORMAL », ligne 6 « Projecteur type CANARI IPR 300/500 de MAZDA ou similaire : extérieur centre de visite ».</p>
Observations du CETUD	<p><i>Les motifs évoqués pour le marché complémentaire sont conformes aux dispositions de l'article 76.1.b. Les prestations objet du marché complémentaire n'étaient pas prévues dans le marché de base et ne pouvaient pas être techniquement et économiquement séparés du marché de base. Les postes « EVACUATION » et « ELECTRICITE » du marché initial concernent l'assainissement et l'électricité liés aux bâtiments à construire.</i></p> <p><i>L'éclairage et l'assainissement de l'extérieur étaient nécessaires suite à la nouvelle configuration du terrain, après que les services techniques du cadastre aient fournis plans cadastraux qui sont pas en conformité aux réalités du site au démarrage des travaux.</i></p> <p><i>Par ailleurs, la date de clôture de l'accord de crédit étaient fixée au 31 décembre 2011, et les prestations devaient être arrêtées au 31 octobre 2011 pour permettre le règlement de toutes les factures en instance et de faire les rapports et audits de fin de projet. Tenant compte des justificatifs fournis (documents à l'appui), la DCMP et le bailleur ont tous autorisé ce marché complémentaire.</i></p>
Appréciation de l'auditeur	Observations maintenues.

➤ **Sur les Demandes de Renseignements et de Prix**

**DRP 01049/CETUD/DG/SPM : FOURNITURE D'AGENDAS**

Description		Marchés
Date d'invitation		21/11/2011
Date de dépôt des		02/12/2011
Attributaire		Lot1 : SELENA Lot 2 : SOGEMAC
Date du bon de commande		Non précisé
Date du contrat		02/12/2011
Montant du marché		Lot 1 : 8 614 000 FTTC Lot 2 : 1 184 130 F TTC
Date de réception		13/02/2012 ; 16/02/2012
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture d'agendas. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, quatre (4) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SELENA : lot 1: 8 614 000 F TTC lot 2 : 1 779 500 F TTC ;</li> <li>• QUALISER : lot 1 : 10 661 300 FTTC Lot 2 : 2 348 200 FTTC</li> <li>• SOGEMAC : lot 1 : 8 743 800 FTTC Lot 2 : 1 184 130 FTTC</li> <li>• DAK'COR : lot 1 : 13 924 000 FTTC Lot 2 : 920 400 FTTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant</p>		
<b>Non conformités</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- La transmission des lettres d'invitation n'a pas été faite de façon simultanée ;</li> <li>- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ;</li> <li>- Archivage des documents liés à la procédure non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).</li> </ul>
<b>Observations CETUD</b>		<i>La différence est au fait que certaines adresses des soumissionnaires n'étant pas toujours faciles à repérer, ils sont invités à venir récupérer leurs courriers au CETUD.</i>
<b>Appréciation de l'auditeur</b>		Observations maintenues.

**DRP N : 01050/CETUD/DG/SPM : FOURNITURE DE MATERIELS DE COMMUNICATION**

Description		Marchés
Date d'invitation		21/11/2011
Date de dépôt des offres		01/12/2011

Attributaire	Lot 1 : CONTECHS Lot 3 : ELECTRONIC CORP
Date du bon de commande	Non Disponible
Date du contrat	23/12/2011
Montant du marché	14 492 940
Date de réception	
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture de matériels de communication. Parmi les neuf (09) entreprises consultées, deux (02) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Electronic corp.: lot 1: 5 500 000 FCFA TTC Lot 2 : 4 980 000 F CFA TTC Lot 3 : 8 200 000 F CFA TTC</li> <li>• CONTECHS : lot 1 : 6 292 940 F CFA TTC Lot2 : 6 586 760 F CFA TTC lot 3 : 4 796 700 F CFA TTC</li> </ul> <p>Pour des problèmes de disponibilité du budget prévu pour l'ensemble des acquisitions de 2011 (15 000 000 F CFA), la commission technique propose de ne pas donner suite au lot2: Appareils photos numériques et télévisions</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La transmission des lettres d'invitation n'a pas été faite de façon simultanée ;</li> <li>- La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ;</li> <li>- Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marché Publics et de l'article 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix. Ainsi, sur neuf (09) entreprises invitées seules deux ont répondu ;</li> <li>- Les spécifications techniques des tablettes tactiles et des Smartphones renvoient à une marque (Apple : ipad), en violation des –dispositions de l'article 7 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marché Publics. Cette situation a conduit la CM à violer l'article précité en déclarant l'offre de CONTECHS moins disant sur le lot 3, non conforme pour avoir proposé des modèles SAMSUNG ;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés en violation des dispositions de la circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</li> <li>- Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics.</li> </ul>
<b>Observations du CETUD</b>	<i>Certaines adresses des soumissionnaires n'étant pas toujours faciles à repérer, ils sont invités à venir récupérer leurs courriers au CETUD.</i>

	<p><i>Il s'agit d'un marché de fourniture et le délai de livraison est bien mis dans la lettre d'invitation.</i></p> <p><i>Aucune violation n'a été commise. Les candidats consultés sont connus dans ce domaine et se trouve dans le fichier de base du CETUD. Pour ratisser large, nous avons consulté + de Cinq candidats qui ont tous reçu le dossier. Le reste ne dépend de l'AC.</i></p> <p><i>En aucun moment, il n'a été question de modèle dans ce dossier. Les spécifications techniques ont été faites sur la base des besoins de l'AC.</i></p> <p><i>La CM a évalué conformément aux spécifications techniques et le modèle n'était pas un critère retenu. L'offre de CONTECHS n'était pas conforme car elle ne présentait pas de garantie et la capacité de stockage (16 Go au lieu de 64 Go) proposée n'était pas conforme.</i></p>
<b>Appréciation de l'auditeur</b>	<i>Observations maintenues.</i>

DRP : 0197/CETUD/DG/DAF/gs : FOURNITURE DE CONSOMMABLE ET DE PETITS MATERIELS INFORMATIQUES	
Description	Marchés
Date d'invitation	24/02/2011
Date de dépôt des offres	11/03/2011
Attributaire	Lot 1 : THIOUNE INFORMATIQUE Lot 2 : OFFICE INFORMATIQUE
Date du bon de commande	05/04/2011
Date du contrat	05/04/2011
Montant du marché	Lot 1 : 3464480 FTTC Lot 2 : 1465560 FTTC
Date de réception	05/04/2011 ; 04/10/2011 04/11/2012
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de consommables et de petits matériels informatiques. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, trois (03) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p>	



- THIOUNE INFORMATIQUE: lot 1:346480 FTTC ; lot2 : 1 919 860 F CFA TTC
- OFFICE INFORMATIQUE : lot1: 3 708 740 F CFA TTC; lot 2 : 1 465 560 FTTC
- SECOMDIS: lot1: 3 791 256 FTTC; lot2: 1 922 631 F CFA TTC

- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM en violation des dispositions de l'article 6 du CMP;
- Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix. Ainsi, sur neuf (09) entreprises invitées seules trois ont répondu ; ce taux élevé de défection prouve que l'AC a consulté des candidats à titre de figurants sans s'assurer qu'ils répondront à l'invitation.
- 
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats de la DRP sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;
- La clause relative aux pénalités de retard n'est pas prévue au contrat en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ;
- Les délais de livraison n'ont pas été respectés ;
- L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).

*Observation du CETUD : votre attention est attirée sur la gravité des accusations formulées ! Les candidats consultés font partie du fichier de fournisseurs de l'AC, sont spécialisés dans ce domaine et connus de tous. L'AC ne peut pas s'assurer de la réponse du candidat s'il ne vous informe pas de sa décision de ne pas soumissionner. Par ailleurs, l'AC ne peut être tenu responsable du fait qu'un candidat consulté ne soumissionne pas et n'en informe pas l'AC.*

Appréciation de l'auditeur : observations maintenues

**DRP : 0198/CETUD/DG/DAF/gs : FOURNITURE DE SCANNERS DE PRODUCTION**

**Description**

Date d'invitation

**Marchés**

24/02/2011

Date de dépôt des offres	14/03/2011
Attributaire	SECOMDIS
Date du bon de commande	
Date du contrat	18/03/2011
Montant du marché	10 668 857 FCFA TTC
Date de réception	18/05/2012
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à la fourniture de scanners de production. Parmi les entreprises consultées, trois (03) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SECOMDIS : 10 668 857 F CFA TTC</li> <li>• MCI : 7 952 256 F CFA TTC</li> <li>OFFICE INFORMATIQUE : 4 366 000 F CFA TTC</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM en violation des dispositions de l'article 6 du CMP;</li> <li>- La lettre d'invitation adressée aux soumissionnaires n'est pas conforme à la circulaire du Premier Ministre sur la mention des noms et adresses des structures invitées, sur les spécifications techniques, sur les délais d'exécution et sur le modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires ;</li> <li>- Aucune des offres reçues par la CM n'a été jugée conforme. Cette situation est la conséquence directe de l'absence dans le dossier envoyé aux soumissionnaires, de prescriptions techniques précises et des garanties exigées pour ce type de matériel. Malgré le caractère non conforme des offres reçues, la CM a envoyé une lettre de marché à MCI pour fournir le scanner avec une garantie de 2 ans, lettre qui sera retournée car MCI n'est pas en mesure d'offrir une garantie supérieur à 1 an ;</li> <li>- Il a été constaté l'absence de publication des résultats de la DRP sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;</li> <li>- La clause relative aux pénalités de retard n'est pas prévue au contrat, en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).</li> </ul>
<b>Observations du CETUD</b>	<p><i>Les lettres d'invitation étaient accompagnées de la demande de cotation qui comprend les noms et adresses de tous les consultés. Par ailleurs, les spécifications ont bien été fournies dans le tableau « Bordereau descriptif quantitatif et spécifications techniques » du dossier car pour le scanner, les spécifications</i></p>

	<i>techniques ne sont rien d'autre que le descriptif du matériel à fournir ; ce qui leur a permis de répondre et à la CM de comparer les spécifications proposées à celles demandées. Par ailleurs, Une seule offre avait été jugée non conforme par la CM. C'est après attribution, au moment de signer la lettre de marché que MCI s'est désisté car n'étant pas en mesure fournir une garantie supérieure à 1 an, telle que demandée dans le dossier.</i>
<b>Appréciation de l'auditeur</b>	Observations maintenues.

**DRP : n°114 : FOURNITURES DE BUREAU**

<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	04/02/2011
Date de dépôt des offres	14/02/2011
Attributaire	SAREDICA
Date du bon de commande	
Date du contrat	22/02/2011
Montant du marché	3 855 992 FTTC
Date de réception	24/02/2011
<p>Il s'agit d'un marché relatif à l'achat de fournitures de bureau. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, quatre (04) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SAREDICA : 3 855 992 F TTC</li> <li>• CENTRAL PAPETERIE : 3 642 770 F TTC</li> <li>• LPS : 5 289 321 F TTC</li> <li>• MASTER OFFICE : 4 272 208 F TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat ayant soumis l'offre conforme la moins disant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM en violation des dispositions de l'article 6 du CMP;</li> <li>- Il a été constaté l'absence de publication des résultats de la DRP sur le site des marchés publics ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure n'est pas conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).</li> </ul>	

**DRP : n°00904 : FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE DE 100 KVA**

Description	Marchés
Date d'invitation	05/10/2011
Date de dépôt des offres	11/10/2011
Attributaire	AFCO
Date du bon de commande	
Date du contrat	02/11/2011
Montant du marché	14 590 700 F TTC
Date de réception	05/12/2011
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture et installation d'un groupe électrogène de 100 KVA. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, deux (02) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• EQUIP PLUS : 19 509 530 F TTC</li> <li>• AFCO : 14 590 700 F TTC</li> </ul> <p>Le marché a été attribué au candidat ayant soumis l'offre conforme la moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il a été constaté l'absence de publication des résultats de la DRP sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure est non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).</li> </ul>

**DRP : MT 06-11/DRP CETUD-017 : REHABILITATION DU BATIMENT DU CETUD**

Description	Marchés
Date d'invitation	07/06/2011
Date de dépôt des offres	17/06/2011
Attributaire	MAXEN
Date du bon de commande	
Date du contrat	05/09/2011
Montant du marché	18 950 876FTTC
Date de réception	22/02/2012
<p>Il s'agit d'un contrat relatif à la réhabilitation du bâtiment du CETUD. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, trois(03) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• EDD-BTP construction : 37 739 191FTTC</li> </ul>	

- MAXEN : 18 950 876FTTC
- CONSORTIUM des Dix Neuf : 32 211 640FTTC

Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant

<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés en violation des dispositions de la circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</li> <li>- Un retard de plus de 3 mois a été noté dans l'exécution du contrat et aucune pénalité de retard n'a été appliquée, en violation des dispositions de l'article 134 du CMP ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure est non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).</li> </ul>
------------------------	--

**DRP - MPI : SELECTION D'UN MAITRE D'ŒUVRE POUR L'ÉTUDE ET LE SUIVI DES  
TRAVAUX D'IMPLANTATION DE POTEAUX D'ARRÊT POUR MINIBUS  
DANS LA REGION DE DAKAR**

Description	Marchés
Date d'invitation	14/03/2011
Date de dépôt des offres	28/03/2011
Attributaire	Assane FALL
Date du bon de commande	NA
Date du contrat	19/09/2011
Montant du marché	9 000 000 FCFATTC
Date de réception	8 mois
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la sélection d'un maître d'œuvre pour l'étude et le suivi des travaux d'implantation de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar. Parmi les cinq (05) consultants consultés, trois (03) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mor LÔ : 20 930 250 FCFA TTC</li> </ul>	

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assane FALL : 9 000 000 FCFA TTC</li> <li>• Abdou Aziz Gueye : offre financière non ouverte</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM en violation des dispositions de l'article 6 du CMP;</li> <li>- Les délais de validité des offres sont largement dépassés et aucune disposition n'a été prise pour demander une prorogation du délai de validité des offres des soumissionnaires;</li> <li>- Les candidats non retenus n'ont pas été informés en violation des dispositions de la circulaire n° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</li> <li>- Les délais liés à la procédure sont anormalement longs, plus de 4 mois se sont écoulés entre l'ouverture des plis et la signature du contrat ;</li> <li>- La clause relative aux pénalités de retard n'est pas prévue au contrat, en violation des dispositions de l'article 133 du CMP ;</li> <li>- Une avance non cautionnée de 50 % du montant du marché non prévue au contrat a été payée en violation des dispositions de l'article 96 du CMP ;</li> <li>- Un retard de plus de 10 mois a été noté dans l'exécution du contrat et aucune pénalité pour retard n'a été appliquée en violation des dispositions de l'article 134 du CMP ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure est non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.).</li> </ul>

SELECTION DE CONSULTANTS POUR L'AUDIT DU COMPTE SPECIAL DU PROJET PAMU Prêt n°305 NDF	
Description	Marchés
Date d'invitation	26/09/2011
Date de dépôt des offres	25/10/2011

Attributaire	AZIZ DIEYE
Date du bon de commande	NA
Date du contrat	05/12/2011
Montant du marché	2 850 000FCFAHTVA
Date de réception	Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché relatif à l'audit du compte spécial du projet PAMU. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, quatre (04) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cabinet Aziz DIEYE : 2 850 000FCFAHTVA</li> <li>• Cabinet ERA : 4 012 500FCFAHTVA</li> <li>• BDO : 2 870 000FCFAHTVA</li> <li>• MAZARS : 5 250 000FCFAHTVA</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La DRP n'est pas indiqué dans le PPM en violation des dispositions de l'article 6 du CMP;</li> <li>- Il a été constaté l'absence de publication des résultats de la DRP sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure est non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.);</li> </ul>	
<p><b><u>Observations du CETUD :</u></b></p> <p><i>Cette publication n'est pas requise c'est un montant en dessous du seuil</i></p>	
<p><b><u>Appréciation de l'auditeur :</u></b> observations maintenues</p>	

<b>MPI : 0259/CETUD/DG/DAF : IDENTIFICATION DES CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DU PARC DE CAR DANS LA CAPITAL DAKAR ET LES REGIONS</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	14/03/2011
Date de dépôt des offres	21/03/2011

Attributaire	Malick NDIAYE
Date du bon de commande	NA
Date du contrat	11/04/2011
Montant du marché	19 600 000FCFATTC
Date de réception	Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché relatif à l'étude d'identification des conditions de renouvellement du parc de car dans la capital Dakar et les régions. Parmi les cinq (05) consultants consultés, trois (03) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Malick NDIAYE : 19 600 000FCFATTC</li> <li>• David SAGNA :</li> <li>• Pape Demba SECK :</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le contrat qui nous a été remis n'est ni enregistré, ni daté ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure est non conforme. La cellule ne conserve pas les dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.) ;</li> </ul>

MPI : CR-4737-SE : L'ETUDE DE SATISFACTION DES USAGERS DU SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT URBAIN	
Description	Marchés
Date d'invitation	19/10/2011
Date de dépôt des offres	03/11/2011
Attributaire	INEFSAGEP
Date du bon de commande	NA
Date du contrat	05/12/2011
Montant du marché	15 682 500FCFATTC
Date de réception	Non disponible
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à l'étude de satisfaction des usagers du service public de transport urbain. Parmi les cinq (05) entreprises consultées, quatre (04) ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prose groupe SYSCOM : note technique minimale insuffisante</li> <li>• IDEV : 20 084 000FCFAHTVA</li> <li>• Cabinet INEFSAGEP : 15 652 500FCFATTC</li> <li>• BDO : note technique minimale insuffisante</li> </ul>	



<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'utilisation de critères d'évaluation non conforme à ceux figurant dans les termes de référence a conduit à l'élimination abusive des soumissionnaires BDO et PROSE pour insuffisance de note technique.</li> </ul>			
	Libellé	Expérience pertinente	Conformité plan de travail et méthodologie proposée	Qualification personnel proposé
	TDR	10	30	60
	PV d'évaluation	20	50	30
	<p>BDO et PROSE ont reçu la note maximale pour le critère relatif à la qualification du personnel clé proposé alors qu'une application de la grille contenue dans les TDR par la CM les aurait qualifié techniquement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'attributaire de la DRP a présenté deux CV pour le personnel clé alors que les TDR en exigeaient 3 et la CM lui a attribué la note maximale sur ce critère ;</li> <li>- un retard de plus de 4 mois a été noté dans l'exécution du contrat et aucune pénalité de retard n'a été appliquée, en violation des dispositions de l'article 134 du CMP ;</li> <li>- ;</li> <li>- L'archivage des documents liés à la procédure est non conforme. La cellule ne conserve pas les copies des dossiers liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement etc.) ;</li> </ul>			

## 6.2. Audit de l'exécution financière

Nos travaux sur l'exécution financière des marchés passés par le CETUD pour la gestion budgétaire 2011 appellent les constats suivants :

- ☐ Non application des pénalités de retard sur la quasi-totalité des marchés exécutés et qui ont connu des retards importants ;
- ☐ Les consultants qui ont bénéficié de marchés ont reçu le montant TTC (sans déduction des BRS et de la TVA) en violation des dispositions du Code Général des Impôts ;
- ☐ Non-respect de la domiciliation bancaire pour les paiements effectués au titre du T0338/12 ;
- ☐ Les assurances prévues n'ont pas été mises à notre disposition pour les marchés relatifs à la fabrication et pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar, aux travaux complémentaires pour la construction du CVTV et à la fourniture d'un poste transformateur au CETUD.

### *6.3. Audit de l'exécution physique des marchés*

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques. Nos observations sont consignées dans le tableau suivant :

<b>ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE</b>				
<b>Description</b>	<b>Bénéficiaire</b>	<b>Montant (en F CFA)</b>	<b>Observations</b>	<b>Commentaire AC</b>
Travaux d'assainissement et éclairage extérieur du CVTV		54 930 184		Réception provisoire effectuée
Assistance technique pour l'établissement et le fonctionnement initial de centre de visites techniques de véhicules dans la région de Dakar		83 387 039		Aucun rapport attestant de l'effectivité des prestations ne nous a été fourni
Etude de satisfaction des usagers du service public de transport urbain		15 652 500		Rapports fournis
Travaux complémentaires pour la construction du centre de visite technique des véhicules (voie d'accès au CCTVA)		57 090 642		Travaux en cours, délai contractuel épuisé : les deux portes en fer prévues (une à l'entrée et une autre à la sortie) ne sont pas visibles sur le site
Fourniture et installation d'un groupe électrogène au CETUD		14 590 700		Groupe électrogène fourni et installé
Sélection d'un maître d'œuvre pour l'étude et le suivi des travaux d'implantation de poteaux d'arrêts pour minibus dans la région de Dakar		9 000 000		rapports fournis
Sélection d'un consultant pour une étude d'identification des conditions de renouvellement du parc de cars de transport en commun de personnes dans les capitales régionales		19 600 000		Rapports fournis
Aménagement et habillage du réseau de transport en commun (travaux de fabrication et pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar		86 908 770		Réception provisoire
<b>TOTAL</b>				<b>341 159 835</b>
<b>TOTAL DEPENSE ECHANTILLON</b>				<b>946 678 954</b>
<b>TAUX DE COUVERTURE</b>				<b>36%</b>

## VII. RECOMMANDATIONS

### 7.1. Recommandations sur le dispositif de gestion des marchés

- ✓ La Cellule de Passation des Marchés doit établir avant le 31 mars de chaque année le Rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

**Observation CETUD** : Le rapport a été établi et fait partie des documents qui vous ont été transmis par courrier N°065/CETUD/DG/SPM/amb.

**Appréciation de l'auditeur** : veiller à transmettre le rapport annuel aux autorités de régulation conformément aux dispositions du CMP.

- ✓ Il est impératif de mettre en place un registre des marchés numéroté, paraphé et daté.

**Observation CETUD** : Cette recommandation est bien notée

### 7.2. Recommandations relatives aux marchés

#### 7.2. 1. Recommandations relatives aux Marchés par appel d'offre

Nous recommandons, pour les appels d'offres de :

- Veiller à inscrire tous les projets de marchés dans l'AGPM conformément à l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 sous peine de nullité;

**Observation CETUD** : Tous les marchés qui figuraient dans le PPM initial ont été inscrits dans l'AGPM.

- Veiller au respect des principes d'équité, de transparence et d'économie préconisés par le Code des Obligations de l'Administration (COA) en son article 24 et le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, dans la conduite des marchés publics;

**Observation CETUD** : L'équité et la transparence ont été toujours respectés dans la passation des marchés du CETUD.

- Veiller au respect des délais impartis pour l'évaluation des offres par la Commission des Marchés conformément aux dispositions de l'article 70 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011;
- Veiller à l'application rigoureuse des critères de qualification contenus dans le DAO pour l'évaluation des offres ;
- Procéder à la publication des avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- Veiller à la production par le titulaire du marché d'une garantie de bonne exécution conformément à l'article 114 du décret portant Code des Marchés publics ;
- Veiller au respect de la domiciliation bancaire pour les paiements liés aux marchés ;
- Veiller à l'application rigoureuse des clauses relatives aux pénalités de retard conformément aux dispositions de l'article 133 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.

## **7.2. 2. Recommandations relatives aux Marchés par entente directe**

Nous recommandons au CETUD de veiller à appliquer rigoureusement les dispositions de l'article 76 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics pour la procédure d'entente directe.

**Observation CETUD** : Tous les marchés passés par le CETUD par « entente directe » ont reçu l'ANO de la DCMP et du bailleur. Les marchés concernés sont relatifs à un avenant et un marché complémentaire qui fait suite à un marché attribué par appel d'offres.

## **7.2.3. Recommandations relatives aux DRP**

Nous recommandons l'application rigoureuse des dispositions du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;
- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires.

**Observation CETUD** : Ces informations ont toujours été fournies dans les DRP

- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;

- La publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- L'insertion dans les contrats d'une clause relative aux pénalités de retard conformément à l'article 133 du CMP ;
- L'archivage complet au niveau de la Cellule de Passation des Marchés des dossiers liés à la passation et à l'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

#### 7.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

- ✓ Améliorer le système d'archivage en intégrant les documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés

**Observation CETUD** : Tous les documents liés à la passation ont été classés suivant le manuel adopté par l'ARMP

- ✓ Prendre connaissance du manuel d'archivage adopté par l'ARMP et en faire une application rigoureuse.

**Observation CETUD** : L'archivage a été fait suivant le manuel de l'ARMP. Seulement la cellule n'a pas toujours de feedback pour l'exécution faite par les services techniques

## VIII. ANNEXES

ANNEXE 1 :  
REPARTITION ECHANTILLON

**Echantillon**

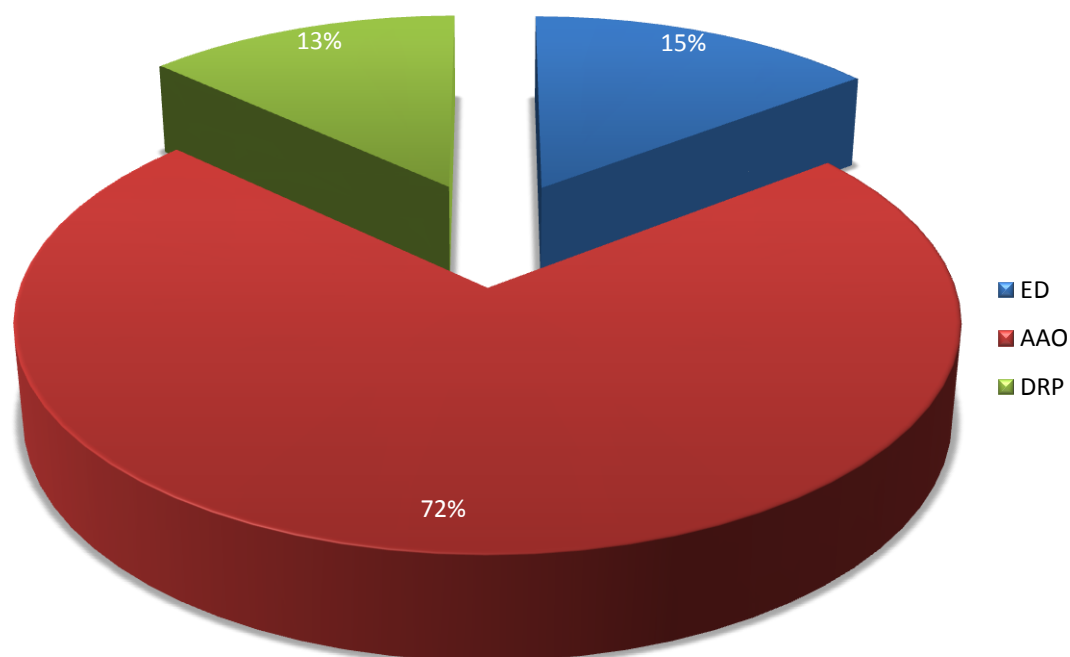
Au cours de la période d'audit, le CETUD a conclu cinq (05) marchés par appels d'offres pour un coût global de **683 971 696 F CFA**, onze (11) DRP pour un coût global de **124 390 035 F CFA** et deux (02) Ententes Directes pour un coût global de **138 317 223 F CFA**. Tous ces marchés ont été passés en revue.

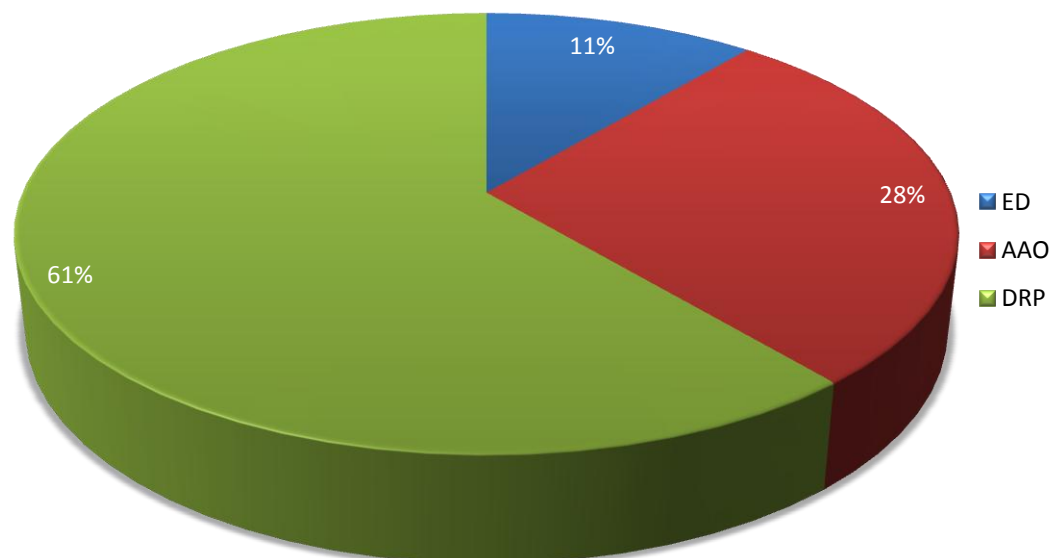
Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011		Marchés sélectionnés pour revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	5	683 971 696	5	683 971 696
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-	-	-
Demande de Renseignements et des Prix (DRP)	11	124 390 035	11	124 390 035
Entente Directe (ED)	2	138 317 223	2	138 317 223
Convention	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>946 678 954</b>	<b>18</b>	<b>946 678 954</b>
<b>Taux de couverture</b>			<b>100%</b>	<b>100%</b>



## COMPOSITION DE L'ECHANTILLON

### REPARTITION DE L'ECHANTILLON EN VALEUR



**REPARTITION DE L'ECHANTILLON EN NOMBRE**


Intitulés du marché	Montant en Francs CFA	Mode de passation	Récapitulatif des marchés de 2011		Marchés sélectionnés pour revue	
			Nbre	Montants en Francs CFA	Nbre	Montants en Francs CFA
Aménagement de la gare routière de Colobane Phase 2	472 000 000	AAO	5	<b>683 971 696</b>	5	<b>683 971 696</b>
Fourniture au CETUD d'un poste de transformateur préfabriqué	43 745 704					
Travaux complémentaires pour la construction du centre de visite technique des véhicules (voie d'accès au CCTVA)	57 090 642					
Acquisition de matériels informatiques et de logiciels pour le CETUD	Lot1 : 9 476 580 Lot3 : 14 750 000					
Aménagement de la gare routière de Colobane Phase 2	472 000 000					
Aménagement et habillage du réseau de transport en commun (travaux de fabrication et pose de poteaux d'arrêt pour minibus dans la région de Dakar)	86 908 770	DRP	11	124 390 035	11	124 390 035
<b>Sous total 1</b>	<b>683 971 696</b>					
Sélection d'un consultant pour une étude d'identification des	19 600 000	DRP	11	124 390 035	11	124 390 035

conditions de renouvellement du parc de cars de transport en commun de personnes dans les capitales régionales						
Sélection d'un maître d'œuvre pour l'étude et le suivi des travaux d'implantation de poteaux d'arrêts pour minibus dans la région de Dakar	9 000 000					
Etude de satisfaction des usagers du service public de transport urbain	15 652 500					
Sélection consultants pour l'audit du compte spécial du projet PAMU	2 850 000 HTVA					
Fourniture bureau CETUD	3 855 992					
Demande de cotation pour les consommables et petits matériels informatiques.	Lot 1 : 3 464 480  Lot 2 : 1 465 560					
Demande de cotation SCANNER de production fournitures de bureau	10 668 857					
	18 950 876					
Fourniture et installation d'un groupe électrogène au CETUD	14 590 700					
Fourniture d'agendas au CETUD	Lot1: 8 614 000 Lot2:1 184 130					
Acquisition de matériel de communication et de soutien au suivi et à l'évaluation pour le CETUD	Lot1: 6 292 940 Lot2: 8 200 000					
<b>Sous total 2</b>	124 390 035		<b>11</b>	124 390 035	<b>11</b>	124 390 035
Assistance technique pour l'établissement et le fonctionnement initial de centres de visites techniques de véhicules dans la région de Dakar	27 873€ et 65 103 550					
Marché complémentaire relatif aux travaux d'assainissement et éclairage extérieur du centre de visite technique de véhicules dans la région de Dakar	54 930 184	ED	<b>2</b>	<b>138 317 223</b>	<b>2</b>	<b>138 317 223</b>
<b>Sous total 3</b>	<b>138 317 223</b>		<b>2</b>	<b>138 317 223</b>	<b>2</b>	<b>138 317 223</b>

<b>TOTAL</b>	<b>946 678 954</b>		<b>18</b>	<b>946 678 954</b>	<b>18</b>	946 678 954
<b>Taux de couverture</b>					<b>100%</b>	<b>100%</b>

ANNEXE 2 :  
LISTE DES COMMANDES DIRECTES

BENEFICIAIRE	MONTANT
AGETIP	77 000 000
SOSAR AL ALAMANE	15 990 163
TRADINEX	2 500 000
RMOTS	8 100 000
Consultant IBRAHIMA NDIAYE	13 865 250
OFFICE INFORMATIQUE	2 450 000
AFCO	12 365 000
ENTREPRISE GENERAL DE BATIMENT	3 162 330
SCTE GENETRANS	20 186 969
FOURNISSEUR DIVERS	133 619 947
MAMADOU MOUSSA DIARRA	10 583 000
SOCIETE AFRICAINE DES BATIMENTS	8 744 219
DAVID SAGNA	19 358 625
SETRAP	2 225 000
SOCIETE D'INGENIERIE ET DE REALISATION	4 708 319
OUSMANE SY	27 787 500
<b>TOTAL</b>	<b>362 646 322</b>

**ANNEXE 3 :**  
**OBSERVATIONS DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



République du Sénégal  
 \*\*\*  
**CONSEIL EXECUTIF DES TRANSPORTS URBAINS DE DAKAR**  
 Établissement public à caractère professionnel  
 \*\*\*

N° - 491

N°.....CETUD/DG/DAF

27 MAI 2013

Dakar, le.....

## Le Directeur Général

Réf. : N/L 476/CETUD/DG/gs du 17 mai 2013  
 V/L non numérotée du 15 mai 2013

**Objet : Audit des marchés de 2011**

**Monsieur,**

Faisant suite aux courriers ci-dessus référencés et à vos échanges avec Monsieur Amath DIOP, ex-SPM du CETUD, je vous fais suivre nos commentaires sur le rapport provisoire de l'audit 2011 des marchés publics passés en revue par votre cabinet.

Comme vous pouvez le constater, l'exécution des marchés en 2011 s'est déroulée dans un contexte très difficile marqué par la vacance, pendant une bonne partie de l'année, du poste de SPM. C'est du reste, la même situation que nous vivons en ce début 2013, l'exitulaire du poste ayant démissionné pour convenance personnelle.

Pour une correcte exécution de votre mandat, nous avons demandé à l'ex SPM, de se mettre à la disposition de votre équipe afin de lui apporter toutes informations utiles, ce qu'il a essayé de faire tout au long de la mission, autant que la charge de travail dans sa nouvelle structure d'accueil le lui permet.

C'est ainsi que certains documents et explications nécessaires ont été remis à vos agents. Au cas où cela ne serait toujours pas suffisant, vous voudrez bien vous rapprocher de nos services pour des informations complémentaires.

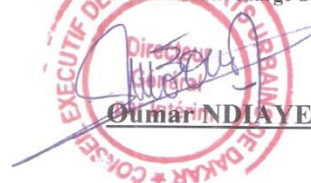
Veillez agréer, **Monsieur**, l'expression de ma considération distinguée.



**Monsieur le Représentant  
 du Groupement GMS/SSPM**

**- D A K A R -**

Pour le Directeur général absent,  
 le Directeur administratif chargé de l'intérim



PJ : Commentaires CETUD sur le rapport provisoire

Ex TP SOM route du Front de Terre, Hann - ☎ : 17265 Dakar - Liberté  
 ☎ : (221) 33 859 47 20 - Fax 33 832 56 86 - Email : cetud@sentoo.sn